

PROPOSITION



Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

PROPOSITION



En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

PROPOSITION



Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION



D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

P. Estier (4)

PROPOSITION



Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

PROPOSITION



Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

PROPOSITION



S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

PROPOSITION



Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

P. Estier (6)

PROPOSITION



Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

PROPOSITION



Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

PROPOSITION



Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

PROPOSITION



Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

P. Estier (8)

PROPOSITION



Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom: ESTIER	Date: 08-06-2017
Prénom: PASCAL	Signature:
Département: 68 2 ^e circo - R107.	

Courrier Estier
A

Pascal ESTIER et Amandine VILLAIN
Candidats aux élections législatives
2^{ème} circonscription du Puy-de-Dôme
France Insoumise – PCF – Gauche Citoyenne

Pour le collectif
Prenons le parti de la solidarité

Monsieur Vincent BROSEL
Directeur général d'ActionAid France-Peuples
Solidaires

Monsieur Bernard PINAUD
Secrétaire général du CCFD – Terre Solidaire

Madame Claire Fehrenbach
Directrice générale d'Oxfam France

Monsieur Bernard Thibaud
Secrétaire général du Secours Catholiques
Caritas France

Riom, le 6 juin 2017

Madame, Messieurs,

Votre courrier en date du 20 février dernier a retenu toute notre attention.

Nous notons par ailleurs que le programme de France Insoumise « l'Avenir en commun » arrive en tête du classement de vos quatre organisations, considéré comme le plus complet et le plus pertinent concernant l'aide au développement et la solidarité internationale.

Vous soulignez à juste titre que ce programme propose de nombreuses mesures pertinentes, notamment sur le partage des richesses, la lutte contre la pauvreté et les inégalités, la promotion de la justice climatique et de la souveraineté alimentaire ainsi que le respect des droits humains en France et dans les pays du sud.

Au sujet de la solidarité internationale, vous rappelez les priorités du programme : maintien de la paix, coopération avec les pays de l'espace méditerranéen et les BRICS, création d'une nouvelle alliance altermondialiste, renforcement de l'ONU et participation des ONG dans l'Aide pour le développement (APD).

Sachez qu'en tant que candidats aux élections législatives, nous partageons pleinement le programme de France Insoumise tout comme les 15 propositions que vous formulez pour une France solidaire dans le monde en 2017. Ces axes rejoignent pleinement la philosophie qui est la nôtre d'un monde plus humain et solidaire.

Rompre avec les politiques d'austérité, renégocier les accords économiques entre les pays, mettre fin aux guerres et aux ventes d'armes en faisant prévaloir l'idée d'une sécurité humaine collective, l'intérêt du plus grand nombre et la prévention, faire évoluer les institutions et les focaliser sur leurs missions premières de luttés contre les inégalités économiques et sociales, la perspective de nouveaux modes de développement et de production liés à la transition écologique, la promotion des droits humains et la lutte contre les changements climatiques... de telles politiques dessineraient un monde de paix et de développement humain, social et écologique que tout rend possible au XXIème siècle.

La question de la paix est en effet au cœur de notre combat. Nous considérons qu'il faut définitivement sortir des rapports de domination et d'exploitation. En s'attaquant aux sources des inégalités, des injustices sociales et économiques, nous combattons les causes de nombreux conflits. Croire que la guerre est un moyen de les résoudre est un leurre. Seul le traitement social et politique de ceux-ci apporte des solutions durables. La France doit prendre en compte l'aspiration de millions de femmes et d'hommes à vivre dans des sociétés sûres et en paix. Elle doit changer sa politique étrangère pour promouvoir la paix et le progrès : en cessant d'alimenter les guerres avec la vente des armes et la participation à des opérations militaires à l'étranger ; en respectant la non utilisation d'armes de destruction massive et en travaillant à la dénucléarisation de l'Europe et, sans attendre, signer le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Nous vous remercions de votre attention et vous prions d'agréer, Madame, Messieurs, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Pascal ESTIER et Amandine VILLAIN

